

# Travailler davantage pour sauver notre modèle social

JEAN-OLIVIER HAIRAULT / PROFESSEUR À L'UNIVERSITÉ PARIS 1 PANTHÉON-SORBONNE ET À L'ECOLE D'ECONOMIE DE PARIS | LE 14/10 À 11:43



Travailler davantage pour sauver notre modèle social

Les Français ne travaillent pas assez pour financer leur retraite, la gratuité des soins et l'assurance chômage. Augmenter le temps de travail est le seul moyen de préserver ces acquis sociaux.

La France doute de son avenir, et d'abord de sa capacité à maintenir son modèle social qui garantit encore aux Français un niveau d'assurance élevé contre les grands risques subis au cours de la vie: la maladie, la vieillesse, le chômage et la pauvreté. **L'augmentation de l'espérance de vie**, les aspirations de plus en plus grandes en matière de santé, des carrières de plus en plus discontinues, les grands bouleversements technologiques participent de la montée de ses risques.

Ces mutations ont augmenté considérablement les dépenses d'assurance depuis plusieurs décennies. Leur part dans le PIB a explosé, passant de moins de 20% en 1970 à 34% actuellement, et cela entraîne automatiquement une montée des prélèvements obligatoires et de la dette sociale. Cette situation est devenue insoutenable, tant du point de vue de l'acceptation du niveau de l'impôt que de ses conséquences délétères sur les incitations à créer des richesses en France.

La tentation est alors de rogner sur la générosité de ces assurances, et c'est ce processus qui se cache derrière la désindexation des retraites ou la rationalisation de l'offre de soins. Le quinquennat de François Hollande n'échappe pas à cette tendance, en dépit du discours officiel du gouvernement autour de la célébration des **70 ans de la Sécurité Sociale**.

## Le volume d'heures travaillées a baissé de 20 % en 30 ans

Une autre voie est-elle possible, qui assurerait la pérennité de notre modèle social ? Tous les pays développés sont touchés par les mêmes grandes mutations, et pourtant ils semblent mieux y faire face,

en tout cas dans le Nord de l'Europe. Ils ont connu la même augmentation des dépenses d'assurance, mais avec une croissance économique plus soutenue que la France, environ un demi-point de **taux de croissance** annuel en plus depuis 30 ans.

Le déclin de la France, dont il est souvent question dans les médias, c'est avant tout ce décrochage objectif dans la hiérarchie des pays développés en termes de revenu par habitant. Ce décrochage est lent et continu depuis le milieu des années 1970. Il n'est donc pas une évolution récente, que le passage si souvent honni **à la monnaie** unique européenne au début des années 2000 expliquerait, comme on l'entend parfois aux deux marges de l'échiquier politique. Cette situation n'est également en rien imputable à la crise actuelle qui sévit depuis 2008.

Lire aussi : **Assouplissement des 35 heures, ce qui existe déjà**

En fait, les Français ne travaillent plus assez pour se payer leur modèle social. Notre retard de croissance traduit un déficit d'heures travaillées par habitant, 20% en moins par rapport à 1975, tandis que le volume d'heures travaillées est resté plutôt stable dans la plupart des autres pays. A l'arrivée, lorsqu'un Français travaille 100 heures, un Allemand travaille 110 heures, un Britannique 124 heures, un Suédois 129 heures, un Américain 131 heures et un Canadien 139 heures. (Lire aussi : **35 heures, les Français prêts à une vraie réforme** ).

Ce déficit d'heures travaillées en France vient d'abord des choix malthusiens de la puissance publique: le mythe du partage du travail comme solution au chômage s'est traduit par une réduction du temps de travail sur la semaine, sur l'année, sur la vie active.

Ainsi, le taux de chômage n'explique presque rien des différences d'heures travaillées en France par rapport aux autres pays : la population française travaille moins que celle des autres pays développés, parce que la durée annuelle moyenne du travail ou la part des actifs dans la population, souvent les deux à la fois, est plus faible que dans les autres pays : autrement dit il y a en France moins de personnes participant au marché du travail et moins d'heures passées au travail pour les employés.

## **Un choix de société**

Le modèle social français se distingue par un temps de travail réduit. Ce que l'on prend pour un « acquis social » semble aussi être une forme d'assurance contre les nouvelles violences du monde du travail. Mais supprimer le travail n'est pas la solution ; cela conduit à scier la branche sur laquelle reposent les assurances sociales traditionnelles et leur mode de financement presque entièrement assis sur les cotisations prélevées sur les salaires.

Il est urgent de faire comprendre aux Français que travailler davantage constitue le seul moyen de préserver leur modèle social. L'augmentation du temps de travail sur l'année et sur la vie est un moyen d'atteindre cet objectif, à moins de considérer qu'un temps de travail réduit est notre acquis social premier.

Lire aussi : **Nos enfants travailleront-ils jusqu'à 100 ans ?**

Notre société peut faire le choix de consacrer plus de temps au loisir que d'autres, mais cela a un coût dont il faut enfin prendre toute la mesure. Si tel n'est pas notre choix, il faut alors augmenter l'âge de la retraite, réformer l'assurance-chômage des seniors, qui est en fait une pré-retraite universelle, et renégocier le temps de travail dans les entreprises et les branches.

Ces mesures constituent les meilleurs leviers potentiels de la croissance en France, les meilleurs instruments de la politique de l'offre dont le Président Hollande s'est fait le chantre sans pour l'instant traduire cette parole en actes.

Par **Jean-Olivier Hairault**, professeur à l'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne et à l'Ecole d'Economie de Paris, auteur de *Ce modèle social que le monde ne nous envie plus* chez Albin Michel. ●